

Initiatives ministérielles

Quand je rentre dans ma circonscription, je prends toujours un taxi entre l'aéroport et le centre-ville. Chaque fois que j'entre dans le taxi, mon chauffeur, qui exerce son métier dans la région de Halifax depuis plus de 30 ans, me rappelle que c'est la chose qui l'embête le plus et qui, avec le reste de la politique du gouvernement, désorganise complètement sa vie sur le plan économique comme sur tous les autres.

Monsieur le Président, ce projet de loi visant à réduire la dette qu'on nous invite à étudier aujourd'hui n'est rien de plus qu'un jeu d'illusions. Pourquoi le gouvernement a-t-il une dette aussi énorme? Pourquoi le déficit a-t-il doublé depuis que les conservateurs sont arrivés au pouvoir? Pourquoi? Parce qu'ils ne savent pas bien gérer l'économie.

Une voix: C'est exact.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Ils ne pourraient même pas gérer un comptoir à limonade.

Mme Clancy: Je suis convaincue qu'il ne pourraient même pas, comme dit mon collègue de Kingston et les Îles, gérer un comptoir à limonade.

Une voix: Je n'y suis absolument pour rien dans l'augmentation de la dette.

Mme Clancy: Je suis sûre que vous n'y êtes pour rien et que vous n'y serez pour rien non plus. Quelqu'un devra payer, mais ce ne sera pas le député de l'Alberta.

Il est étonnant de voir, monsieur le Président, à quel point la vérité blesse. Elle blesse, mais elle tire également les gens d'en face de leur torpeur, de leur stupeur, j'oserais même dire. Les députés assis là pendant leur période de repos du vendredi après-midi se réveillent soudain en voyant quelqu'un les prendre à partie et leur demander des comptes pour leur épouvantable gestion des affaires financières du pays.

On m'a accusée bien des fois de faire preuve d'esprit de parti à la Chambre.

Une voix: Tout à fait injustement!

Mme Clancy: Monsieur le Président, j'ai l'esprit de parti et j'en suis fière. J'appartiens à mon parti depuis toujours, mes parents aussi—du moins ma mère—mon grand-père, ainsi de suite. Je suis le produit d'une fière tradition de libéralisme dans la région de l'Atlantique.

Une voix: Si vous aviez choisi vous-même, vous seriez néo-démocrate.

Mme Clancy: Non, je ne serais jamais néo-démocrate. Nous avons beaucoup de sens pratique. L'une des raisons pour lesquelles je suis fière de cette tradition, c'est juste-

ment parce qu'elle mêle le sens pratique—comme je viens de le mentionner à mon collègue de Windsor—et la compassion.

Les conservateurs n'ont pas hérité de 50 p. 100 du déficit, comme mon collègue d'Ontario le dit. Ils l'ont doublé, du moins c'est ce que je crois. Le déficit est peut-être encore plus élevé maintenant. Mon collègue de Kingston et les Îles connaît la réponse. Je crois que le déficit a plus que doublé au cours des sept dernières années. Les députés d'en face font preuve de beaucoup de créativité dans leur façon de calculer, mais pas dans leur façon de gérer, malheureusement.

Monsieur le Président, lorsque nous parlons très sérieusement d'un mélange de sens pratique et de compassion, nous parlons d'une tradition que la majorité des Canadiens approuve. Les Canadiens ne croient pas qu'un gouvernement doive faire appel aux personnes les plus démunies pour régler ses problèmes financiers.

Une voix: Bien dit.

Mme Clancy: Ils ne croient pas que les pauvres, les malades, les personnes les plus démunies devraient avoir à porter le fardeau que le gouvernement leur impose.

Lorsque j'ai été élue à la Chambre pour la première fois en 1988, je dois admettre que j'avais certains préjugés propres aux habitants du Canada atlantique. Nous avons tendance à penser, à tort, que nous sommes la seule région du pays à savoir vraiment ce que c'est que la pauvreté, le chômage et la souffrance. Les trois années ou presque que j'ai passées ici jusqu'à maintenant m'ont permis d'apprendre que ce n'est pas le cas. Il y a des pauvres en Ontario, au Québec et dans l'ouest du Canada. Je ne suis pas certaine s'il y a ou non des pauvres à Newmarket. Mais il y a des pauvres au Canada, ailleurs que dans la région atlantique.

Dans toutes les régions, dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada, il faut des programmes humains, des programmes qui montrent à la population que le gouvernement a à cœur son bien-être.

Ces programmes et ces actions du gouvernement doivent montrer aux pauvres, aux gens de la classe moyenne et aux riches que le gouvernement a à cœur leur bien-être, mais qu'il est aussi responsable et qu'il administrera sainement les affaires de l'État de façon qu'ils puissent, eux et leurs enfants, mener une existence décente.

Actuellement, la plupart des Canadiens vivent dans la crainte du lendemain et se disent: «Je tiens peut-être le coup aujourd'hui, mais que va-t-il m'arriver demain, après-demain et le jour suivant?»